



PRÉFET DE LA MARNE

Direction Départementale
des Territoires

*Service Environnement, Eau
Préservation des Ressources
Cellule ICPE Déchets Energie*

**Arrêté préfectoral autorisant SITA Dectra à se substituer
à TRAVADEC pour l'exploitation du centre de stockage et de valorisation des déchets à HUIRON**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne**

**installations classées
n° 2010-ChExpl-79-IC**

VU :

- le Code de l'environnement, notamment le livre V de sa partie réglementaire,
- le Décret n° 2007-1467 du 12/10/07 relatif au ldu code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code,
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral 2005.A55.IC du 5 juillet 2005 autorisant la société TRAVADEC à exploiter un centre de stockage et de valorisation des déchets sur la commune de Huiron,
- la demande d'autorisation de changement d'exploitant présentée le 24 décembre 2009 par la société SITA Dectra,
- l'avis favorable émis par les membres du CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) du 18 mars 2010,
- le projet d'arrêté porté le 13 avril 2010 à la connaissance de la société,
- l'accord de la société sur ce projet reçu par message en date du 15 avril 2010,

CONSIDÉRANT QUE :

- la société SITA Dectra présente les capacités techniques et financières pour poursuivre l'exploitation des installations précitées
- la société SITA Dectra a constitué les garanties financières requises pour ces installations,

Le demandeur entendu ,

Sur proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne-Ardenne,

ARRETE :

Article 1. – Champs d'application

La société anonyme SITA Dectra, dont le siège social est situé dans la zone industrielle Chemin des Marais à Saint-Brice-Courcelles (51), est autorisée à poursuivre l'exploitation du centre de stockage et de valorisation des déchets situé à Huiron au lieu-dit « La Côte Plate ».
Les conditions définies par l'arrêté préfectoral 2005.A55.IC du 5 juillet 2005 restent applicables.

Cette autorisation est conditionnée par la constitution effective des garanties financières.

Article 2. – Recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la mer, Direction de la prévention et des Risques – bureau du contentieux – Arche Paroi Nord - 92055 La Défense Cedex, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 – Châlons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 3. – Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, la direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, la direction départementale des services d'incendie et de secours, la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à monsieur le maire de Huiron qui en donnera communication à son conseil municipal.

Châlons-en-Champagne, le 23 AVR. 2010

Pour le préfet,
Le secrétaire général de la préfecture,


Alain CARTON